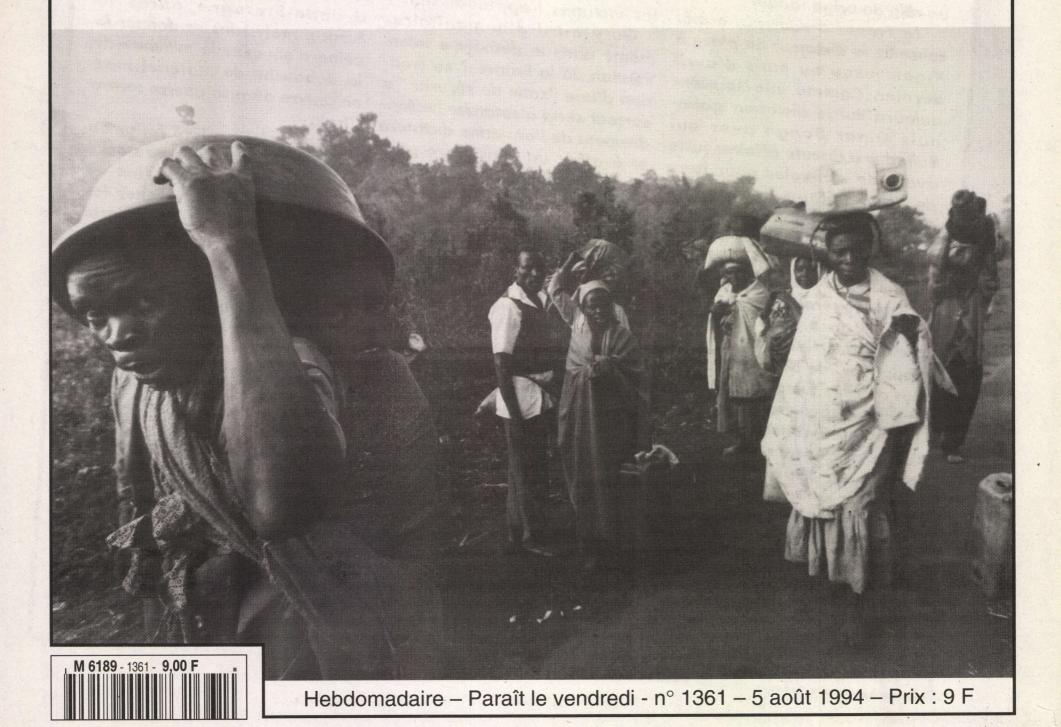
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

RWANDA

L'HYPOCRISIE DES ASSASSINS



L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Rwanda: L'HYPOCRISIE DES ASSASSINS

Profitant d'une tournée en Afrique, Balladur s'est arrêté dans un camp militaire français au Rwanda, puis à Goma, ville-frontière zaïroise où agonisent un million de réfugiés rwandais. Visite éclair : juste le temps de se faire filmer pour que le faisceau satellite réservé à cet effet puisse la retransmettre pour le journal télévisé du soir. Et Balladur de vanter le rôle "exemplaire" de la France et "le travail extraordinaire" de son armée. La France joue, en effet, et depuis longtemps, un rôle au Rwanda. Mais c'est un rôle de brigandage.

La France a soutenu, armé, conseillé le dictateur en place à Kigali jusqu'au mois d'avril dernier. Comme elle soutient aujourd'hui le dictateur gabonais Omar Bongo avec qui Balladur a discuté affaires juste avant de s'envoler pour faire de l'humanitaire au Rwanda. Comme elle a soutenu et soutient contre leurs peuples tant de tyranneaux en Afrique, du moment que, dans leurs pays, ils sont favorables aux intérêts de la France, c'est-à-dire au droit d'Elf-Aquitaine, de Bouygues, de Bolloré, d'y faire des affaires juteuses.

Les troupes françaises, présentes au Rwanda sous la dictature précédente, sont intervenues pour sauver la mise au dictateur contre le mouvement d'opposition armé, le Front Patriotique Rwandais. Elles n'ont en revanche pas bronché lorsque le régime aux abois a lancé ses hommes de main dans des tueries de plus en plus massives contre l'opposi-

tion, toutes ethnies confondues. Lorsque ces tueries se sont transformées en un massacre systématique de l'ethnie tutsie minoritaire, les troupes françaises se sont prudemment retirées pour quelque temps, se lavant les mains des assassinats. Pas pour longtemps. Les dirigeants de Paris se sont servis de l'émotion légitime soulevée par l'ampleur des massacres pour renvoyer des troupes, mais cette fois, en prétendant qu'il s'agit d'une action humanitaire! L'incendiaire qui revient comme pompier et qui veut aujourd'hui que les victimes l'applaudissent!

Qu'y a-t-il d'humanitaire, même dans la deuxième intervention de la France ? La création d'une "zone de sécurité" a surtout servi à retarder l'effondrement de l'ancienne dictature et à offrir un sanctuaire pour ses dignitaires, organisateurs des tueries.

Les dirigeants français prétendent que leur seul but a été de sauver des vies. Mais on voit aujourd'hui que c'est un mensonge cynique car sur ce plan, rien n'a été prévu : pas de médicaments, pas de nourriture, pas d'eau potable. Les réfugiés arrivent par milliers chaque jour, poussés par les menaces des responsables de l'ancien pouvoir ou par crainte du nouveau, attirés par les promesses d'une "zone de sécurité" garantie par la France. Mais la seule chose qui est garantie, c'est la présence de militaires et la noria des ministres en mal de publicité.

Des milliers de Rwandais qui ont échappé aux massacres meurent chaque jour de choléra, de dysenterie, ou simplement de soif et de faim. Il serait possible d'arrêter l'hécatombe. Les épidémies ellespourraient mêmes enrayées en assurant de l'eau potable, de la nourriture correcte, des conditions d'hygiène minimales et les médicaments qui existent. Les grandes puissances en ont les moyens. Mais le summum du geste humanitaire consiste à envoyer quelques détachements militaires, comme se sont résolus à le faire les Etats-Unis et la Grande-Bretagne après la France, mais sans se donner la peine d'envoyer le millième de la débauche de matériel mise en œuvre dans la guerre contre l'Irak.

Dans cette société folle, où l'on détruit, dénature ou stocke des quantités colossales de nourriture pour empêcher les prix de baisser; dans cette société où l'on prétend qu'il n'y a pas de travail pour ceux qui produisent les véhicules dont on nous dit qu'ils manquent cruellement là-bas, les dirigeants des grandes puissances se contentent de se faire photographier près des mourants et les laissent mourir.

Les images de ces mouroirs appelés camps de réfugiés sont insoutenables. Ce sont les images d'un ordre social, injuste et irrationnel toujours, mais qui, là-bas, montre à quel point il est meurtrier.

Arlette Laguiller

Chômage UN BILAN GLOBALEMENT NÉGATIF

Le bilan des chiffres du chômage du mois de juin n'a pas pu faire illusion longtemps. La baisse de 0,4 % enregistrée – la plus importante baisse mensuelle depuis quatre ans !-correspondait à un chiffre absolu de quelque 13 000 chômeurs en moins. Avec un nombre total officiel de 3 333 600 chômeurs, on ne peut parler d'une tendance à un rétablissement de la situation de l'emploi à partir d'un résultat si mince et si partiel. D'autant plus que le mois précédent, l'augmentation du nombre de chômeurs avait été importante (0,6 %). Sans compter que les commentateurs rappellent que les mois d'été sont des mois où les chiffres du chômage accusent généralement une légère baisse et que, si l'on considère une période plus longue, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 5,4 % en un an. Pour la seule année 1993, ce sont 211 479 emplois qui auraient disparu, principalement dans l'industrie, ce qui est, paraît-il, un triste record.

Par ailleurs l'examen plus détaillé des chiffres n'incite pas particulièrement à l'optimisme. En effet, le nombre de chômeurs dits de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis plus d'un an, continue d'augmenter.

Et si le nombre d'offres d'emploi est en faible augmentation (+ 0,9 % en un mois), il s'agit surtout de contrats à durée déterminée ou à temps partiel; les premiers ayant augmenté de 46,6 % en un an et les seconds de 10,6 %.

Les experts en statistiques pourront peut-être prochainement réviser en baisse leurs données en ne comptant plus parmi les chômeurs, les demandeurs d'emploi ayant travaillé au moins 78 heures dans un mois. Mais cette manipulation statistique ne changerait bien sûr pas la réalité. Plus précisément la réalité de tous ceux qui enchaînent missions d'intérim, périodes de chômaemploi fixe et des revenus stables et qui parfois n'ont trouvé en un mois que quelque dix jours de travail.

L'aggravation réelle de la situation de l'emploi ne concerne pas seulement bien sûr ceux qui sont répertoriés comme chômeurs. Il y a tous ceux que l'ANPE a radiés alors qu'ils sont toujours chômeurs. Et il y a aussi le reste de la classe ouvrière, celle qui est encore au travail. Car le chômage pèse sur les familles des sansemplois. Il pèse aussi sur les conditions de rémunération et de travail de tous ceux qui travaillent. L'autre volet de ce développement du chômage, c'est le chantage fait à ge et CDD sans jamais avoir un l'ensemble de la classe ouvriè-

re pour qu'elle accepte les bas salaires, le temps partiel, l'augmentation des cadences, la remise en cause des anciens avantages. L'argumentation ne cesse de revenir dans la propagande patronale et gouvernementale selon laquelle c'est aux travailleurs qui ont un emploi de faire des sacrifices pour que le chômage régresse, pour que les entreprises ne licencient pas. Et qu'importe

ÉLOQUENT

La France indemnise mal ses chômeurs : selon Eurostat, elle arrive en cinquième position en Europe pour les dépenses par chômeur, derrière la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et

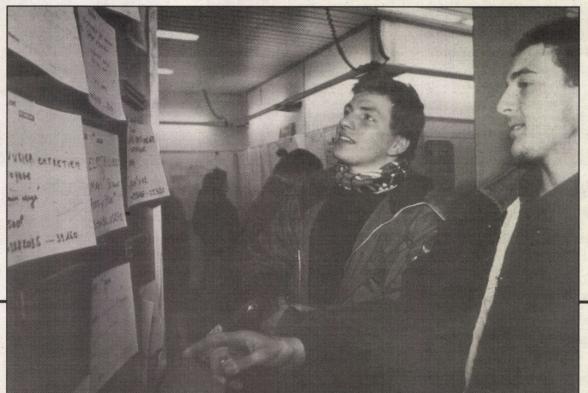
Et à l'avenir, le chômeur français pourrait coûter encore moins cher : il suffit pour cela de continuer d'imposer des conditions de plus en plus restrictives pour l'octroi de prestations, de diminuer le montant de celles-ci ou de réduire la durée des versements.

A défaut d'être bien placé dans le tableau des créations d'emploi, le gouvernement français pourrait briller par un meilleur "coût" du chômeur que ses concurrents européens.

> aux patrons si bien souvent, parallèlement, ils annoncent des bilans dont ils sont fiers parce qu'ils ont réalisé des profits records. Cela ne les empêche pas de répéter à leurs salariés qu'il faut continuer dans la même voie, celle des sacrifices à sens unique.

Tout cela montre que le chômage n'est pas une fatalité mais que c'est un choix du patronat et des dirigeants politiques à leur service et qu'il est temps de tout faire pour inverser la tendance. Non pas en attendant quelque miracle au travers des chiffres ou des statistiques mais en imposant, par des luttes sociales et politiques menées par les travailleurs, qu'ils soient en fixe, en CDD, intérim ou chômeurs, que la bourgeoisie prenne sur ses bénéfices pour créer des emplois et augmenter les salaires. C'est toute la société qui aurait à y gagner.

H.M.



Saussier/Gamma

UNEDIC

BATAILLE AUTOUR DES EXCÉDENTS MAIS RIEN DE PLUS POUR LES CHÔMEURS

du déficit attendu, les ministres du Travail et du Budget ont laissé entendre que l'Etat pourrait faire l'économie d'une partie des 10 milliards qu'il s'était engagé à verser en 1995.

La réaction des ministres est d'autant plus choquante que cette participation de l'Etat de 10 milliards par an en 1994, 1995 et 1996 avait été accordée, il y a un an, pour boucher un trou de quelque 30 milliards sous la condition expresse que les cotisations à l'assurance-chômage seraient augmentées et que les prestations seraient révisées à la

Dès que, début juillet, un baisse. En l'occurrence ce sont train et que tous ceux qui vivent milliards d'intérêts pour excédent a été constaté dans les les salariés et les chômeurs qui de petits boulots précaires ou à l'argent prêté. C'est dire que caisses de l'UNEDIC, au lieu ont fait les frais de l'essentiel de temps partiel et qui sont en fait l'accroissement du chômage et l'opération.

Alors la moindre des choses, au vu des excédents de l'UNE-DIC, serait d'augmenter les prestations et de diminuer les cotisations des salariés. Car les travailleurs sont bien les seuls dans cette affaire à n'être en rien responsables du chômage et pourtant ce sont eux qu'on ponctionne le plus pour faire face aux déficits. Si l'UNEDIC fait moins de déficit, voire dégage des excédents, c'est aussi que nombre de chômeurs en fin de droit ne touchent plus rien, que les radiations vont bon

des chômeurs partiels ne touchent rien non plus.

Mais gageons que ce seront les salariés et les chômeurs les derniers servis si l'UNEDIC dégage des excédents. L'argument mis en avant, y compris par les organisations syndicales, pour exiger que le gouvernement respecte ses engagements financiers pris en 1993, c'est que l'UNEDIC a des dettes qui se monteraient à près de 30 milliards auprès des banques. Les banques seront servies à coup sûr en priorité et elles encaisseront plusieurs

le déficit des caisses de l'UNE-DIC n'est pas une calamité pour tout le monde.

L'argument a sans doute porté auprès du gouvernement qui vient de faire machine arrière et s'est engagé à payer les 10 milliards promis. Mais il chipote encore sur le calendrier des versements, souhaitant ne pas imputer le tout sur ce fameux budget 95 qui devrait apparaître le moins possible en déficit au moment des présidentielles!

Voilà les préoccupations de nos gouvernants!

La solution au problème du

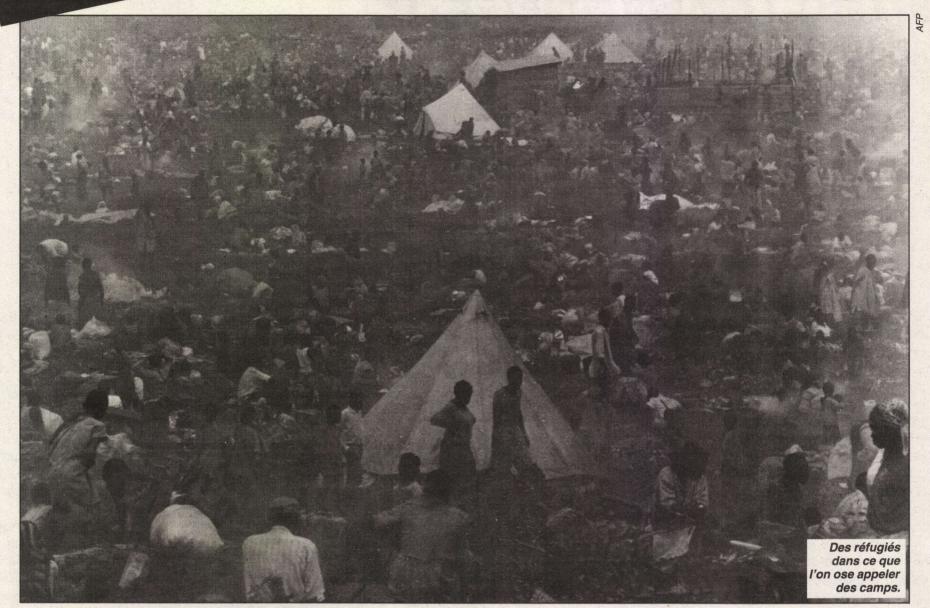
chômage et au gouffre financier qu'il représente est pourtant simple: prendre sur les fortunes accumulées, sur les profits scandaleux réalisés, malgré la crise, sur le dos de la classe ouvrière pour donner du travail à tous et produire tous les biens nécessaires qui font de plus en plus défaut au plus grand nombre. Ça coûterait moins cher à la société mais ça serait évidemment moins profitable pour la minorité d'exploiteurs qui ne s'enrichissent encore dans cette période de crise qu'en diminuant la part des classes populaires.

Le jour où la classe ouvrière décidera de récupérer ce qui lui est dû, elle mettra tous ces parasites hors d'état de nuire, et réglera du même coup le problème du chômage sur lequel tous les politiciens font mine de se pencher mais qu'ils sont d'autant plus incapables d'enrayer qu'ils sont les larbins des licencieurs.

Dominique CHABLIS

Rwanda

L'INDIFFÉRENCE



DES GRANDES PUISSANCES

Des chiffres récents, fournis par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) ou d'autres organismes de l'ONU, et qui ne sont en fait que des estimations, témoignent de l'enfer qui règne au Rwanda dans ce que l'on n'ose même pas appeler les camps de réfugiés tant ceux-ci ressemblent à des mouroirs.

Les massacres qui ont été commis, essentiellement par les milices de l'ancien régime durant les quatorze semaines qu'a duré la guerre, ont fait près d'un million de victimes, sur une population rwandaise estimée à 7,5 millions de personnes. Il y a plus de deux millions de réfugiés dans les pays limitrophes : 1,4 million au Zaïre, 350 000 au Burundi, 300 000 en Tanzanie et 10 000 en Ouganda. A l'intérieur du pays, il y aurait 1,5 million de "déplacés".

Dans les "camps" où s'entassent des centaines de milliers de réfugiés, c'est l'horreur. Décimés par la faim, la soif, l'épuisement, les épidémies, les Rwandais y meurent par dizaines de milliers.

Un des responsables du Programme d'alimentation mondial (PAM) a eu ces mots: "Aucun pays n'a répondu aux appels du HCR quand il était encore temps. Ce sont eux les responsables". On est loin des propos satisfaits de Balladur se félicitant de l'action de la France qui a pris, a-t-il dit, ses responsabilités dans le drame rwandais. Mais contrairement à ce

que le Premier ministre veut faire croire, il n'a pas envoyé dans ce pays de troupes pour faire œuvre humanitaire. Comme plusieurs commentateurs l'ont déjà souligné, si le gouvernement avait voulu mettre à la disposition des populations les moyens techniques de l'armée, ce sont ceux du génie, des transports, du corps médical qui auraient été acheminés et non des troupes, dites d'élite, entraînées au combat. On reconnaît le professionnel à ses outils, a-t-on coutume de dire, et pour sauver des vies iln'y avait nul besoin de blindés ou d'hélicoptères de combat.

Protéger l'exgouvernement

Alors, même si aujourd'hui les soldats français sont contraints de creuser toujours plus de fosses communes pour enterrer les morts, le rôle qui leur a été dévolu à leur arrivée fut de protéger l'ex-gouvernement rwandais face à l'avancée du FPR. Et la zone de "sécurité" que l'armée a constituée au sud-est du pays n'a été qu'un sanctut tre où se sont réfugiées les milices de l'ancien régime en déroute.

Mais si la France fait preuve d'un odieux cynisme face à la tragédie rwandaise, elle qui est en grande partie responsable du drame, ne serait-ce que pour avoir soutenu, entraîné, armé les massacreurs, les autres puissances occidentales ne valent guère mieux. Que dire en effet du gouvernement américain qui, pour l'heure, s'est contenté de quelques parachutages au jugé et de vagues promesses concernant des stations d'épuration d'eau. Les organisations internationales sont capables de produire 1,1 million de litres d'eau potable par jour. Il en faudrait au minimum vingt

Ce que discutent en fait les Occidentaux, ce n'est pas de l'aide humanitaire mais du remplacement des contingents français. Pour l'instant, six cents soldats britanniques sont arrivés au Rwanda ainsi que soixantedix soldats américains. Quant à l'aide nécessaire : rien ou presque rien.

Les grandes puissances responsables

Pourtant, ce que réclament les organisations humanitaires est bien peu de choses au regard des possibilités des pays d'Europe ou d'Amérique. Depuis des semaines elles demandent que soient construites 60 000 latrines jugées indispensables pour endiguer l'épidémie de choléra. Mais le sol volcanique ayant été jugé trop dur, rien n'a été fait. "Les pays donateurs aiment mieux annoncer qu'ils donnent à manger aux petits enfants plutôt que de reconnaître qu'ils aident les gens à chier dans des endroits propres", assure avec quelque dépit une représentante du PAM.

Il en est de même pour les camions-citernes : "Depuis dix jours, on demande 80 camions-citernes, explique un membre du HCR, et nous n'en avons toujours que 12. C'est dramatique". Maintenant, c'est le kérosène qui manque. Vendredi 29 juillet, douze vols ont été annulés faute de carburant dans toute la région : "Plus une goutte de carburant n'est disponible de Nairobi à Entebbe ou Addis-Abeba. Et aucun planning n'est respecté".

La situation est si dramatique que certains médecins en viennent à expliquer que le retour en masse des réfugiés amènerait une extension des épidémies de choléra et de dysenterie. Et pour que des médecins en viennent à choisir entre la mort presque programmée des réfugiés dans les camps et une extension des épidémies qui, à terme, pourrait faire encore plus de victimes, il faut que la situation leur apparaisse sans issue. D'autant que d'autres spécialistes affirment que si les réfugiés, pour la plupart des paysans, ne rentrent pas sur leurs terres, les cultures seront perdues et une catastrophe alimentaire risque de survenir et faire à terme encore plus de victimes.

Rwanda: silence. On meurt dans l'indifférence des grandes puissances qui, elles, auraient pourtant les moyens de faire face aux besoins. Lorsqu'il s'était agi de défendre leurs intérêts, durant la guerre du Golfe ou en Somalie, par exemple, elles ont été capables d'acheminer des milliers de tonnes de matériels en un temps record. Mais pour les pauvres du Rwanda rien.

Après avoir saigné l'Afrique, les grandes puissances la laissent mourir au Rwanda. C'est aussi cela l'impérialisme: un mépris sans borne pour les populations quand elles ne font pas partie des privilégiés de ce monde.

Georges LATTIER



coutume qui veut que les présidentiables – ou ceux qui s'estiment tels soignent leurs relations avec les dirigeants africains ou les lobbies élyséens qui leur sont liés, ou que la tournée réponde à d'autres préoccupations encore plus immédiates, le moins que l'on puisse dire est que le Premier ministre s'est montré digne de la tradition colonialiste de l'impérialisme français. C'est en tout cas sans la moindre pudeur que Balladur, qui s'est rendu en Côte-d'Ivoire, au Sénégal et au Gabon, avant de mettre brièvement un pied au Rwanda, s'est accordé un satisfecit et a réaffirmé les grandes lignes de sa politique pour ce qu'il a appelé "notre

Afrique traditionnelle".

de la France a largement contribué à créer la situation catastrophique que connaît aujourd'hui le Rwanda. Que lui importe si la misère s'aggrave - tout le monde le reconnaît – sur ce continent qui fut pendant des siècles un réservoir d'esclaves avant d'être dépecé à l'époque du colonialisme, et qui continue aujourd'hui d'être pillé par les puissances impérialistes. Que lui importe, du moment que l'impérialisme français y garde un rôle, une influence ; car même dans les pays les plus pauvres, il reste toujours des bonnes affaires à réaliser sur le dos des populations pour les capitalistes qu'ils soient français, américains ou autres. Et

puis n'est-il pas toujours bon pour les politiciens français d'avoir des Que lui importe si la politique amis parmi les chefs d'Etats africains qui ne rechignent pas à arroser un peu les partis qui les "aident". Ce ne sont sans doute pas les leaders du RPR bien en cour au Gabon, ou les Giscard qui pourraient le nier.

Une dévaluation réussie?

Alors, Balladur a trouvé tout naturel d'étaler sa satisfaction en se félicitant tout particulièrement de la réussite de la dévaluation du franc CFA qu'il aurait "personnellement décidée" et mise en place il y a plusieurs mois. C'était, paraît-il, dans l'intérêt bien compris

ge" à ces derniers pour "le courage dont ils ont fait preuve". Certes, Balladur ne peut ignorer que cette dévaluation, qui s'est traduite immédiatement dans la plupart des pays par une hausse de quelque 100 % sur les produits importés et de 30 % sur les produits locaux puis, plus tard encore, par d'autres hausses, a aggravé la malnutrition et les conditions sanitaires dans lesquelles vivent les populations pauvres des pays concernés. D'ailleurs n'a-t-il pas donné en contrepartie des remises de dettes aux Etats concernés ainsi que des crédits pour leur permettre de conclure quelques contrats fructueux... pour des industriels français qui les établissaient. Mais tout de même rien ne garantissait que les populations africaines ne se révolteraient pas ici ou là contre les conséquences de ce mauvais coup. Et Balladur a de quoi se réjouir que jusqu'à présent ce risque ait été apparemment évité. Car bien sûr ce ne sont pas le choléra, la dysenterie que tous ces politiciens redoutent le plus, mais les épidémies sociales, celles qui naissent des révoltes qui parfois soulèvent les peuples qui n'en peuvent plus de misère et qui ne s'arrêtent pas aux frontières et gagnent les populations voisines, quelles qu'en soient les divisions nationales ou ethniques.

Sous la "démocratie" la dictature

Aux yeux d'un Balladur, d'un Chirac, d'un Mitterrand, ce sont d'ailleurs ces révoltes que les chefs d'Etats africains ont entre autre mission de prévenir, de contenir ou d'écraser. Il y a quelques années les représentants de l'impérialisme français, craignant que le maintien en place de régimes dictatoriaux usés n'aboutisse à créer des situations explosives, avaient préconisé, dans la forme au moins, la mise en place prudente de régimes moins ouvertement autoritaires et conseillé

d'instaurer, là où c'était possible, le "multipartisme". Cela s'est toujours accompagné de la plus grande compréhension vis-à-vis des dictateurs efficaces. Et Balladur a tenu à réaffirmer que l'Etat français, favorable bien sûr à la "démocratie", ne se mêlerait pas des pratiques politiques de ses bons amis. Car, selon Balladur, "chaque pays est juge d'avancer à son rythme d'autant plus que les voies de la démocratie sont multiples et longues à parcourir". Comme quoi les dictateurs, qui n'ont d'ailleurs jamais été gênés par Giscard, Mitterrand, Chirac ou Balladur tant qu'ils étaient des fac teurs d'ordre, ne perdront pas non plus l'amitié de Balladur pour quelque crime que ce soit contre les droits de l'homme, ni pour quelques répressions musclées.

Tout cela n'est bien sûr que le visage traditionnel de l'ordre impérialiste en Afrique, un ordre d'autant plus insupportable et odieux que l'on en voit, aujourd'hui au Rwanda - et demain peut-être dans d'autres pays - les conséquences les plus tragiques. Un ordre qu'il faudra bien renverser pour que la planète reste vivable.

Henriette MAUTHEY

Dans le monde



ENTRE LA PESTE

DE LA DICTATURE MILITAIRE

ET LE CHOLERA

D'UNE INTERVENTION AMÉRICAINE

Le Conseil de sécurité de l'ONU a donc décidé de donner sa bénédiction et sa couverture politique à une éventuelle intervention des Etats-Unis en Haïti. Les militaires au pouvoir à Portau-Prince ont déclaré l'état de siège et Jonassaint, le fantoche civil qu'ils ont installé depuis peu au palais présidentiel, appelle à la résistance...

Depuis ces 29 et 30 septembre 1991 où Aristide, porté à la présidence dix mois auparavant par une vague de fond électorale sans précédent, a été renversé par un putsch, les Etats-Unis font mine de s'indigner et réclament le retour du président élu. Mais pendant les trois ans écoulés, cette "indignation" a été pour l'essentiel verbale. Et si les pressions diplomatiques sur le régime militaire ont donné du grain à moudre à une armada de diplomates des pays des deux Amériques et ont alimenté moult négociations, trois ans après le coup d'Etat, le trio des putschistes : Cédras, François, Biamby, détiennent toujours la réalité du pouvoir à Portau-Prince, pendant qu'Aristide demeure en exil.

Cédras a bien accepté, fin juin 1993, de signer un accord, dit de "Governor's Island", aux termes duquel il devait abandonner son poste de chef de l'armée avant la fin octobre de la même année et accepter le retour d'Aristide à la présidence. Mais à la date prévue par l'accord, Cédras n'a pas démissionné, et le bateau de guerre américain annoncé à gros renfort de publicité comme devant protéger le retour d'Aristide, a piteusement rebroussé chemin devant quelques dizaines de manifestants proputschistes.

C'est que les Etats-Unis, tout en préférant que l'armée retourne dans les casernes, ne voulaient pas que le retour d'Aristide soit ressenti par les masses comme leur victoire. Et au-delà des aspects de politique intérieure américaine, c'est cette crainte des réactions des masses haïtiennes qui constitue le fondement du cynique jeu de Washington entre Aristide et Cédras. Car ces masses parmi les plus pauvres de la planète, opprimées, écrasées, maintenues dans la misère par le pillage impérialiste comme par une couche bourgeoise locale infecte, ont montré bien souvent dans le passé leur capacité d'exploser sans prévenir.

Aristide a longtemps bénéficié d'un crédit considérable dans les classes pauvres haïtiennes. Il lui en reste probablement encore. D'où la prudence des Etats-Unis qui n'ont jamais cessé de reconnaître officiellement Aristide comme le seul chef d'Etat légitime d'Haïti. Mais ils n'avaient pas été fâchés que, par la saignée dans les quartiers pauvres aux lendemains du putsch et par la répression permanente depuis, l'armée remette au pas les masses.

Mais cette armée, qui refuse de quitter la scène politique, avec ses officiers s'enrichissant scandaleusement dans la contrebande, dans des trafics de toute sorte, pillant les caisses de l'Etat et par moment les caisses d'entreprises privées, participant notoirement à la circulation de la drogue entre la Colombie et les Etats-Unis, est devenu un facteur de désordre. Dans l'immédiat, parce que la misère comme la dictature poussent un nombre croissant d'Haïtiens à fuir et que les navires américains ont beau croiser nombreux dans les eaux entre Haïti et les riches côtes de

la Floride, ils ont du mal à contenir l'afflux des "boat-people".

Et qu'est-ce qui pourrait se passer demain, si les masses explosent comme contre Duvalier, mais avec l'expérience des illusions perdues et des espoirs trahis de ces dernières années ? Si, poussées à la révolte par les provocations incessantes d'un régime oppressif et corrompu, ou simplement par la faim, elles ne se contentent pas d'un changement au sommet ? Si elles s'en prennent à cette couche bourgeoise qui a financé le putsch, qui s'en est bruyamment réjouie, qui en tire une source d'enrichissement? Et si, en s'en prenant à la propriété mal acquise de ces gens, elles s'en prennent à la propriété tout court ?

Depuis plusieurs mois, la politique américaine vis-à-vis d'Haïti est dans une impasse. L'embargo décidé par les Etats-Unis, très formel au début, de plus en plus contraignant depuis quelque temps, n'affecte pas vraiment les militaires et cette partie de la bourgeoisie locale à laquelle ils sont le plus liés. Plus l'embargo est fort, plus la contrebande rapporte. Plus aussi la bourgeoisie commerçante, même celle qui vend des produits non soumis à embargo, stocke, aggrave artificiellement la pénurie – et en profite pour augmenter les prix. Les masses pauvres paient l'embargo par une misère accrue. Le pays sombre dans la débâcle économique. Mais peu importe pour la couche privilégiée, alliée traditionnelle des Etats-Unis, du moment qu'elle s'enrichit. Le blocage des fonds déposés aux Etats-Unis aurait pu l'ennuyer

plus. Mais Washington a tellement tergiversé dans ce domaine que les bourgeois comme les officiers avaient eu le temps de déplacer leur argent vers les paradis fiscaux des Bahamas ou de Panama.

Les militaires haitiens ont, jusqu'à présent, ricané devant les menaces américaines. Ils s'en servent cependant, ainsi que leurs alliés les milices armées héritières des "tontonsmacoutes", pour se poser en défenseurs de la "pauvre nation haïtienne" contre les "menaces étrangères" voire "impérialistes".

Cette fois, les putschistes ricanent peut-être à tort. On ne peut pas écarter la possibilité que les Etats-Unis finissent par débarquer leurs troupes, bien que, pour l'instant, même le vote de l'ONU apparaisse plus comme un pas de plus dans l'escalade des menaces verbales. Les dirigeants américains n'ont nulle envie de s'enfoncer dans un bourbier en Haïti. La Somalie ne leur a pas vraiment réussi. L'intervention ne leur pose certainement pas un grand problème militaire, tant l'armée haïtienne est corrompue, pourrie et incapable de combattre, si ce n'est contre la population désarmée. Mais cela risque de toute façon de déclencher des réactions dans les autres pays latino-américains qui ont trop souvent subi dans le passé le "gros bâton" de Washington, pour qu'une intervention des troupes US ne passe pas pour une agression impérialiste, même si elle était effectuée cette fois sous prétexte "d'aider la démocratie".

Les masses haïtiennes elles-

mêmes ne voient pas aujourd'hui d'un mauvais oeil une intervention américaine revêtue de la caution d'Aristide et qui semble avoir pour objectif de ramener ce dernier. Mais après ? C'est là le problème des Etats-Unis. Comme, de façon symétrique, le problème aussi des masses pauvres.

Car si les masses pauvres n'ont évidemment rien d'autre à attendre du régime actuel que la continuation des coups, elles n'ont rien d'autre à attendre non plus d'une éventuelle intervention américaine. Les troupes américaines ne feront évidemment pas appel aux masses pauvres pour mettre hors d'état de nuire les tenants de la dictature puisque c'est précisément pour éviter une telle intervention des masses et la dynamique qu'elle est susceptible de recéler qu'ils préfèrent régler euxmêmes, s'ils le règlent, le sort de l'équipe putschiste. Quelques officiers généraux seraient écartés - ou poussés vers un exil doré. L'armée elle-même serait sans doute épurée, notamment de ses éléments les plus liés au trafic de la drogue, "modernisée" au sens de la rendre plus apte à la répression. Mais ensuite, les Etats-Unis s'appuieront évidemment sur les mêmes cliques politiques qui ont soutenu la dictature, sur la même couche privilégiée qui s'y est enrichie et pour les masses, tout continuera comme avant.

A moins-et c'est cela que les Etats-Unis craignent – que leur intervention déclenche, bien contre leur volonté, un nouvel essor dans les masses. C'est la seule chose à souhaiter.







SOUS LE REGARD COMPLICE DES GRANDES PUISSANCES

Le énième "plan de paix", concocté par les grandes puissances pour la Bosnie-Herzégovine et qui semble en passe de connaître le même insuccès que les précédents, avait été accompagné de déclarations fermes. Les belligérants de Bosnie étaient "au pied du mur". Ils devaient choisir "entre la paix et la guerre" face aux **Occidentaux** décidés à mettre fin au conflit... De tout cela il n'en a rien été. Après le refus des nationalistes serbes, les grandes puissances n'ont pu que déplorer leur insuccès.

Le plan proposé consacrait le · partage de la région selon des critères ethniques, il y a peu encore très décriés. Les Serbes devaient récupérer 49 % du territoire et la fédération croato-musulmane 51 %. Ce projet revenait en fait à céder aux nationalistes qui prétendent que les peuples ne peuvent pas vivre ensemble. Il n'avait donc rien d'un plan de paix, puisque les minorités étaient officiellement soumises aux dirigeants de l'ethnie nationaliste localement majoritaire. Et comme aucun partage territorial ne peut être "juste" dans une région où les populations sont si mélangées, de nouveaux conflits étaient inévitablement inscrits dans le projet soumis par les grandes puissances.

En fait, les pays occidentaux, auxquels s'était jointe la Russie, espéraient simplement trouver un compromis sur le dos des peuples, entre d'une part, la clique nationaliste serbe et, d'autre part, les cliques nationalistes croate et musulmane aujourd'hui unies. Et si les Occidentaux étaient parvenus ainsi à mettre fin à l'instabilité qui règne dans la région, ils auraient été pleinement satisfaits.

Cependant, un tel compromis était difficile à trouver. Les milices serbes occupent actuellement 70 % du territoire de l'ex-Bosnie-Herzégovine et elles ne voient pas pourquoi elles devraient se plier à un accord qui les obligerait à n'en conserver que 49 %. Et ce, d'autant plus que les Occidentaux ont démontré, maintes et maintes fois, qu'ils finissaient par s'incliner devant les exigences des plus forts ; par reconnaître les rapports de forces tels qu'ils se dessinaient sur le terrain militaire.

Les nationalistes serbes se rendent toujours à toutes les conférences qu'il plaît à l'ONU d'organiser, y discutent, s'efforcent de gagner du temps, de jouer des rivalités et des désaccords entre les grandes puissances, mais ne cèdent pas un pouce des territoires conquis.

De leur côté, les dirigeants croates et musulmans n'ont pas une politique différente quant au fond et ne sont guère plus soucieux des peuples que leurs homologues serbes. Evidemment, le plan des Occidentaux leur octroyant plus de territoires qu'ils n'en possèdent actuellement, ils l'ont accepté et se sont empressés

de dénoncer les Serbes qui ne voulaient pas s'y plier. Mais eux aussi répriment leurs opposants, pratiquent la "purification ethnique" et ne cherchent qu'à conquérir des territoires. Au fond, ils pensent également que le seul problème est celui du rapport de forces militaires.

La situation actuelle semble donc être une fois encore, bloquée. Réunis à Genève pour décider d'une éventuelle riposte au refus des nationalistes serbes, les représentants des gouvernements américain, britannique, français et russe, n'ont pu que constater leur impuissance et se sont en fait contentés de rappeler leur volonté de mettre en place "une stricte application des régimes de sanctions". Et ils en sont à espérer que les pressions exercées maintenant par le président de Serbie, Milosevic, seront suffisantes pour faire céder, ne serait-ce qu'en partie les nationalistes serbes de Bosnie.

L'action des grandes puissances en Bosnie est si peu prise en considération que même le secrétaire général de l'ONU en est venu à dire que, si l'accord de paix proposé n'était pas accepté, les troupes de la FORPRONU devraient être retirées. Les pays membres du Conseil de sécurité n'ont, paraît-il, pas apprécié les propos du secrétaire général. Toute une polémique s'en est suivie d'où il est ressorti qu'aucun pays militairement engagé, n'a l'intention de retirer ses troupes. Et un diplomate a eu ces mots: "La plus forte probabilité sera le statu quo et, dans ce cas-là, la FORPRONU restera exactement là où elle est".

Quoi qu'il en soit, les troupes impérialistes n'ont rien à faire dans cette région. Les grandes puissances sont parmi les principales responsables de la situation actuelle. Ce sont elles, après avoir accéléré la crise yougoslave, qui ont facilité l'arrivée au pouvoir de tous les nationalistes. Et parce que, depuis le début, elles ont soutenu, chacune à leur façon, les divers clans nationalistes, elles ont contribué à créer cet imbroglio dont elles ne parviennent pas à se sortir. Quelles que soient donc les solutions que les grandes puissances pourraient trouver à la crise, elles seraient dirigées, à n'en pas douter, contre les peuples.

Laurent CAMIERS

Chine LES GRANDS PATRONS FRANÇAIS AUX PREMIERS RANGS DES EXPLOITEURS DE LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE

La France n'en peut plus de lancer ses cocoricos. Les entreprises françaises sont, paraît-il au premier rang des grands investisseurs occidentaux en Chine. Enfin presque, parce que les anglais et les japonais les ont précédés de longue date, mais toujours par le truchement de prête-noms ou de sous-traitants basés à Hong-Kong ou à Tai-

Mais désormais, on ne cherche plus à cacher honteusement le fait d'exploiter le marché - ou plutôt la classe ouvrière chinoise. Après Alcatel dans le domaine de la télécommunication, c'est maintenant le tour de l'automobile. Ce serait les constructeurs allemands et français qui décrocheraient la première tranche d'un plan de développement de l'industrie automobile chinoise qui vient d'être adopté. Pour l'Allemagne, Volkswagen serait le principal partenaire. Pour la France ce serait PSA. Déjà,



Usine Peugeot à Canton.

Angel/Gamma

Peugeot des 504, mais seulement à quelques milliers d'uni-

A l'examen, cet avenir gran-

français participeraient, nous dit-on, au développement économique de la Chine n'est quand même pas exactement tel

ciel du projet est la constitution de deux ou trois grandes entreprises automobiles en Chine avec la participation minoritai-Citroën assemble des AX et diose dans lequel les industriels qu'ils le présentent. Le but offire de six ou sept constructeurs

européens. L'objectif serait, pour l'an 2000, la fabrication de 1,5 million de véhicules particuliers par an, contre 300 000 aujourd'hui.

Si l'on compte bien, cela fera au mieux un peu plus d'une voiture pour mille habitants, d'ici l'an 2000. De quoi alimenter les besoins de la toute petite minorité de la population qui pourra se payer le luxe d'une voiture, et encore pour beaucoup au prix d'années d'épargne. Quant à PSA cela représentera pour le groupe une production de l'ordre de 250 000 véhicules tout au plus.

Mais justement, pour que les dirigeants de l'automobile française fassent preuve de tant d'enthousiasme pour un marché somme toute si restreint, c'est que le degré d'exploitation des travailleurs en Chine leur fait miroiter des profits hors de proportion avec ceux qu'ils peuvent espérer ici.

François ROULEAU

LES PROFITS DE LA SUREXPLOITATION

Morts pour le profit

Dans les zones franches choinoises, où se sont multipliées les associations entre sociétés étrangères - principalement de Hong-Kong et de Taiwan - et capitaux locaux, les incendies sont fréquents. On y construit à la va-vite des usines qui doivent être rentables tout de suite et ne sont de toute façon pas destinées à durer.

L'usine de Yue Sun Textile, filiale d'un sous-traitant basé à Hong-Kong de la mutinationale Courtauld's (qui, elle, est anglaise), employait 2000 salariés dans des locaux où on n'avait même pas pris la peine d'isoler les installations électriques. D'où un premier incendie qui, heureusement, n'avait fait aucune victime. Le lendemain, l'ordre venait de Hong-Kong, de tout faire pour sauver les stocks de coton restés dans les ateliers de ceux qui ont été envoyés dans les décombres pour récupérer le précieux coton, il n'en est revenu que quelques-uns. Les 52 autres sont morts quand le bâtiment s'est écroulé sur eux.

pourrait être la cause de cette

Récemment, on a vu les grands barons de l'industrie française se féliciter de leur avenir en Chine, et l'on apprenait dans le même temps la mort, dans des conditions particulièrement odieuses, de 52 ouvriers d'une usine textile de la zone franche de Qianshan, près de Macao. Ces faits viennent rappeler la vraie source des superprofits dont rêvent les PSA et autres Alcatel - l'exploitation d'une main-d'œuvre dont les conditions de vie ne sont pas loin de l'esclavage.

hécatombe, à quelques centaines de mètres de là, des artificiers faisaient exploser un autre bâtiment de l'usine sans même prendre le temps d'y rechercher les cadavres - peut-être même les survivants – qui auraient pu encore s'y trouver.

Dans l'énorme zone franche voisine de Shenzhen, le paradis des 'investisseurs" de Hong-Kong, les "accidents" comme celui-ci ne se comptent plus. 84 ouvrières furent brûlées vives en novembre 1993 dans une fabrique de jouets. Quelques mois auparavant douze ouvriers étaient tués dans l'effondrement d'une autre usine de jouets. Et le 4 juin de cette année ce sont onze autres travailleurs qui sont morts dans des conditions similaires également dans une autre usine de jouets. Les usines s'effondrent, le plus souvent parce que les structures des Pendant ce temps, et ce constructions ne sont pas prévues pour résister au poids et

aux vibrations des machines qui y sont installées. Ce n'est pas que les règles de sécurité n'existent pas. Au contraire, les entreprises occidentales s'en plaignent toutes avec cynisme comme de brimades bureaucratiques... dont elles s'empressent de se débarrasser par quelques pots-de-vin bien pla-

Le Tiers-Monde à une échelle gigantesque

La vie d'un ouvrier ne vaut pas cher à Qianshan ou à Shenzhen. On estime qu'avec la hausse du coût de la vie de ces dernières années, un quart des 444 millions de travailleurs ruraux du pays ne peuvent plus vivre du travail de la terre. Les villes sont envahies de travailleurs migrants qui survivent en toute illégalité - car il faut un permis pour quitter son village.

D'après certaines estimations officielles le nombre de ces migrants serait aujourd'hui sensiblement égal à celui des salariés urbains – 150 millions. Périodiquement la police et l'armée les repoussent dans les campagnes proches, voire les déportent dans des régions lointaines où ils vont grossir les rangs de gangs de brigands, souvent dirigés par d'anciens militaires.

Les entrepreneurs de Shenzhen et d'ailleurs n'ont donc aucune peine à trouver de la main-d'œuvre à leurs conditions. Ils peuvent même se permettre de choisir en refusant les migrants pour aller recruter leur salariés dans les villages. Les places sont si rares que les bureaux d'embauche se font payer par les candidats - un mois de salaire environ - pour leur délivrer le fameux permis qui leur permettra de rejoindre leur nouvel employeur, à leurs

frais bien sûr.

Les salaires ne reflètent bien sûr pas le coût de la vie. Le salaire horaire moyen à Shenzhen est l'équivalent de 0 F60. On y travaille 12 heures et plus par jour, sept jours sur sept, pour la durée du contrat. Les "privilégiés" ont droit à un ou deux jours de repos par mois. Beaucoup vivent en dortoirs à l'intérieur même de l'usine, sans eau courante en dehors des heures de production.

Les syndicats sont bien sûr interdits. Les entrepreneurs ne se privent pas de licencier les gêneurs, ce qui entraîne automatiquement leur refoulement dans leur village d'origine. Certains ont importé les méthodes couramment employés tant à Taiwan qu'à Hong-Kong, celles des gangs de gros bras experts en arts martiaux chargés de corriger les velléités de révolte. Cela n'empêche pas les grèves sauvages qui sont nombreuses. Mais les grévistes n'ont pas le temps de créer de tradition, ni de s'organiser. Seuls les plus déterminés, ou les plus débrouillards, parviennent à s'échapper vers Hong-Kong voisin, d'où opèrent une multitude de syndicats clandestins.

JACQUES MÉDECIN SANS FRONTIÈRE

L'affaire Médecin rebondit : en "exil" depuis 1990 en Uruguay, sous le coup de multiples procédures judiciaires et fiscales, l'ancien maire de Nice devrait bientôt revenir en France, un peu contraint et forcé quand même, puisqu'il s'agit d'une extradition. Jacques Médecin avait, semble-t-il, la fâcheuse manie de confondre l'argent public et ses fonds privés, et se comportait comme le roitelet d'une république bananière. D'ailleurs, il aimait, paraît-il, à se présenter comme l' "ex-presidente de la Costa Azul", l'ancien président de la Côte d'Azur.

Cependant, si ce n'est l'ampleur des malversations médicinales, rien de très original dans cette histoire, même si Médecin, non sans un certain sens de l'humour, se dit victime d'un complot ourdi par "la justice marxiste". Entre l'affaire Tapie, l'affaire Arrecks, l'affaire Carignon, après toutes celles qui ont éclaboussé les milieux politiques, il est bien difficile de faire dans l'originalité.

Mais la grande innovation de Jacques Médecin, sa prochaine contribution à l'histoire politique de la France, sera peut-être de faire cam-

pagne pour les municipales 1995... depuis une cellule de prison! Du jamais vu.

Condamné par contumace le 6 janvier 1992, Jacques Médecin, en cas d'extradition, ferait immédiatement appel de cette condamnation. Sous le coup de plusieurs mises en examen, il ne pourrait alors qu'être placé en détention provisoire dans le cadre d'une des multiples enquêtes dont fait l'objet. La présomption d'innocence s'appliquerait alors, faisant du détenu un possible candidat. Les lenteurs de la justice feraient le res-

Bien sûr, l'annonce d'une candidature éventuelle à la mairie de Nice en 1995 fait plutôt l'effet d'une provocation. Mais cette situation aurait au moins l'avantage de l'originalité.

Les choses n'en seraient finalement que plus claires sur les mœurs et coutumes des politiciens français. Rien d'étonnant à cela le système capitaliste repose sur le vol à grande échelle, et ses larbins politiques ne font que reprendre, en plus petit, les méthodes d'enrichissement de la bourgeoisie. **Boris SAVINOV**

TAPIE AUX ENCHÈRES

Des meubles (pas du Ikéa) et des objets d'art appartenant à Tapie ont été saisis.

Tapie n'est pas près de devenir un SDF. Il lui reste son hôtel particulier, une villa au Maroc, une autre en Espagne, un beau bateau, des usines, des comptes en banque...

Si certains bourgeois reprochent à Tapie de manquer de classe, il fait tout de même partie de la leur, par le fric. Et quand on est très riche, c'est difficile de devenir pauvre, tout comme l'inverse d'ailleurs.

G.C.

VACHES GRASSES POUR LA REINE

La reine Elisabeth, la femme la plus riche du monde, a droit à plus d'un million de dollars pour laisser en jachère ses terres. Il en est de même pour sa fille, la princesse Anne.

C'est l'Union européenne qui arrose généreusement les membres de la famille royale, via les mécanismes de subventions destinés aux agriculteurs obligés de laisser leurs champs en friche.

La reine n'a pourtant pas dû souvent pousser la charrue. Mais pour elle, pas besoin de semer pour récolter.

G.L.

La loi sur la langue française

TOUT BON C'EST PAS

Le Conseil constitutionnel est ce conseil de neuf "sages" chargé, rappelons-le, de veiller sur la Constitution. Gare à ceux qui s'y attaquent! Le gouvernement Balladur s'était fait désavouer, en janvier dernier, lors de l'affaire sur le financement des écoles privées. Le Conseil constitutionnel avait alors déclaré le projet gouvernemental incompatible avec la Constitution... ce qui avait permis au gouvernement de le retirer sans trop paraître céder devant les manifestants.

Là, c'est au nom de la liberté d'expression et de communication que deux dispositions de la loi Toubon sur la langue française sont annulées. L'usage de mots étrangers entre personnes privées et même à la radio ou à la télévision n'est donc plus interdit. Tout de suite, on se sent soulagé! Enfin, on va pouvoir employer tous les noms d'oiseaux dans toutes les langues sans encourir les foudres de la loi. Seuls quelques domaines ne pourront pas bénéficier de cette liberté retrouvée, comme par exemple la publicité, ou encore les contrats de travail.

Dans sa grande sagesse, le Conseil constitutionnel a d'ailleurs préféré se référer à la prudente constatation qu'on peut faire depuis des siècles que "la langue française, comme toute langue vivante, évolue" et qu'elle "ne peut être figée".

Preuve que nous ne sommes pas les seuls à avoir le privilège de posséder un Toubon, un député britannique a déposé une proposition de loi visant à expurger la langue anglaise de mots tels que "rendez-vous", ou encore "fiancée". Qu'en pensent les sages d'outre-Manche?

Alain MIGNOT

À PRAGUE, ÉCONOMIE DE MARCHÉ ET CRISE DU LOGEMENT

De plus en plus nombreux sont ceux pour qui le logement est devenu une hantise dans la capitale de la République tchèque.

Autrefois le logement était totalement subventionné, mais la création d'un marché privé par la restitution d'immeubles à leurs anciens propriétaires, à côté du marché régulé, a vite fait

Les augmentations de loyer s'ajoutent à celles de l'eau, de l'électricité et du gaz, engloutissant bien souvent plus du tiers des revenus des familles. L'augmentation peut atteindre 700 % depuis le changement de régime.

A cela s'ajoute la chute de la construction de nouveaux immeubles (60 000 HLM construites en 1990 et seules 7 000 en 1993).

L'économie de marché se traduit par l'enrichissement éhonté de quelques-uns et des difficultés accrues pour le plus grand nombre. Estce cela le progrès ?

Russie DES MILLIERS DE PETITS **ACTIONNAIRES VICTIMES DE** LA SPECULATION



Une importante société d'investissement russe, la MMM, vient de connaître un krach financier retentissant. La MMM ne payait pas d'impôt et le gouvernement a décidé de lui retirer sa garantie pour une nouvelle émission de titres. C'est ce qui est à l'origine de la panique de la semaine dernière. En quelques jours, la valeur des actions est passée de 125 000 roubles à 1 000 roubles. Des dizaines de milliers de personnes aux revenus modestes, notamment des retraités et des mères de famille, pensaient préserver leurs économies en achetant des titres de ce fonds d'investissement. Et on peut dire qu'ils y étaient fortement incités. A grand renfort de publicité murale la société MMM promettait jusqu'à 800 % d'augmentation sur l'année. Gouvernement et économistes, depuis longtemps, se félicitent de ce "capitalisme populaire".

Cet engouement de quelquesuns pour la spéculation est souvent présenté comme gage de succès pour le capitalisme en Russie, et ... un espoir d'enrichissement. Le résultat est là : des dizaines de milliers de petits épargnants se retrouvent d'un coup ruinés, bernés par ces promesses de charlatans. C'est cela le capitalisme et ses "bienfaits", en Russie comme ailleurs...

A.M.

Sanofi (Angoulême)

USINE À VENDRE

Nous avons appris officiellement à l'usine d'Angoulême que Sanofi allait racheter Sterling, une partie du secteur Santé vendu par Kodak aux USA. Le trust Kodak voudrait, paraît-il, se recentrer sur ses activités photo, tandis que le trust Sanofi, cela tombe bien, lui, voudrait se recentrer sur les activités Santé et Beauté. Mais pour faire ce rachat, Sanofi, manquant de capital, a décidé de vendre le secteur Bio activités (gélatine, pectine, etc.) qui représente en France plus de 5 000 ouvriers et dont fait partie entre autres l'usine d'Angoulême.

Pour accéder au 20e rang mondial dans la pharmacie, Sanofi a investi 7 milliards dans le rachat de Sterling et espère, paraîtil, en retirer à peu près autant de la vente des Bio activités. Ces messieurs jouent au Monopoly, ache-

tant ou vendant les usines, les travailleurs avec les murs et une seule chose compte pour eux : les bénéfices. Dehecq, le PDG, s'est vanté dans la presse qu'avec cette transaction, "Sanofi confirme ses prévisions de croissance de 10 à 15 % de son bénéfice par action dès 1995".

Qui rachètera les Bio activités? Dehecq voudrait vendre tout le secteur en même temps, mais le trust qui achèterait (on a parlé d'Unilever entre autres) ne serait connu qu'en septembre...

A Angoulême, la nouvelle connue, beaucoup de travailleurs dénonçaient le cynisme des patrons: en effet, il y a quelques mois, lors de la privatisation d'Elf-Sanofi, on nous engageait à acheter des actions pour faire partie de la grande famille des actionnaires. Maintenant, plus

question de famille, ces gens-là vendraient père et mère, avis à ceux qui se faisaient des illusions!

Certains travailleurs sont inquiets de ce changement de patron, se demandant s'il n'y a pas des risques de licenciements, si les quelques acquis Sanofi (pas très gros!) ne risquent pas de disparaître!

Mais en fait, pour les anciens ce ne sera pas un gros changement! Ceux qui ont la quarantaine se rappellent qu'à leur embauche l'usine s'appellait Rousselot, puis ce fut Rousselot-Kulhmann, puis Rousselot-Satia Méro, puis Sanofi... Les patrons changent, mais pour nous, travailleurs, c'est toujours la même exploitation et nous avons à ne pas nous laisser faire.

DES CACAHUÈTES **POUR LES VACANCES**

En août, nos salaires seront augmentés de 0,5 %. Cette hausse astronomique fait partie d'une négociation globale pour 1993 à 1995. Au total moins de 5 % d'augmentation prévue, soit 1,6 % par an.

L'endettement de l'administration à notre égard s'accroît dangereusement!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CCP Bourseuil (Paris)

CEUX QUI PALPENT ET CEUX QUI TRINQUENT

Air-France va toucher 20 milliards de francs. De quoi satisfaire toutes les revendications concernant les salaires et l'emploi pour lesquelles les salariés s'étaient battus. Mais il n'en sera pas ainsi. Air-France entend maintenir son plan qui verra le blocage des salaires et la suppression de nombreux postes de travail.

Toujours plus dans la caisse de la compagnie, toujours moins dans le porte-monnaie des employés. De quoi occuper une fois encore les pistes.

PAS DE PERTE **DE SALAIRE**

Sollac tourne et tournera à plein régime jusqu'à la fin de l'année. Partout, il manque du personnel. Et voilà que les patrons veulent imposer à 1 620 d'entre nous d'ici la fin septembre une perte de salaire pour cause de chômage partiel. Ça paraît fou et ça l'est!

Mais pour les patrons, le profit se fait d'abord par la baisse des salaires et du nombre de travailleurs. Et même quand la production est maximum comme en ce moment, ils continuent à faire pression sur nous dans ce sens.

Ce que nous voulons, nous, c'est l'inverse : ne pas perdre d'argent sur notre salaire, être payés intégralement.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sollac Dunkerque

LES HYPOCRITES!

La direction vient d'annoncer qu'elle s'associait à une campagne de certains tour-operators

C'est effectivement un aspect révoltant de cette société que, pour survivre, des femmes, des enfants doipour dénoncer le "tourisme sexuel" sur certaines destinations du Tiers-Monde.

Mais il est tout de même choquant que des compagnies, des tour-operators, qui font de copieux bénéfices sur la Thailande notamment, aient le culot de nous demander de mettre la main à la poche pour financer une campagne de publicité destinée à faire oublier... que ce tourisme sexuel, ils en profitent aussi.

Alors qu'ils gient au moins le décence de se toire. Et si cole les gêne tent, qu'ils commencent pour le décence de se toire. Alors qu'ils aient au moins la décence de se taire. Et si cela les gêne tant, qu'ils commencent par prendre sur les bénéfices qu'ils réalisent sur Manille, Bangkok, etc. pour soulager leur conscience.

14 TRAVAILLEURS VICTIMES DU CAPITAL

Du mois d'août 1993 au mois de juin 1994, 14 travailleurs sont morts dans la région de Dunkerque d'un accident du travail (Voix du Nord du 08/07). Et quatre d'entre eux en travaillant pour Sollac, GTS ou SAES.

A ce niveau, ce n'est pas la malchance qui est en cause, mais les conditions de travail rendues de plus en plus dangereuses par la production à tout prix, le sous-effectif permanent, le manque d'entretien. Eux-mêmes causés par la recherche effrénée du profit maximum par les patrons.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Sollac Dunkerque

LE CHOIX DU PROFIT

S'ils en ont une!

En Fonderie, une mauvaise nouvelle circule depuis ce lundi. Notre camarade de travail blessé gravement il y a quelques semaines vient d'être amputé de son bras.

Ces dernières années, les nouvelles technologies ont fortement évolué, mais cela n'empêche pas que la sécurité dans l'usine est en train de reculer. Car cet accident est arrivé parce que notre camarade travaillait seul et qu'il n'y a eu personne pendant plusieurs heures pour le secourir. Il travaillait seul dans un coin de la Fonderie, tout cela parce que la direction a fait le choix de baisser les effectifs.

Notre santé et parfois notre vie sont mises en danger uniquement pour des raisons de fric et de profits.

C'est révoltant.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Française de mécanique - Douvrin

LES VAMPIRES!

Depuis plusieurs années, à la demande du personnel, un camion de la transfusion sanguine passe collecter régulièrement des dons dans chaque équipe. A la question du personnel qui s'étonnait de ne plus voir le camion ces derniers mois, la direction a répondu qu'elle s'opposait désormais aux dons du sang dans l'usine. Elle estime que le temps de récupération pris par les donneurs est trop long, et que cela perturbe la production.

Les patrons sont d'accord pour nous user la santé au travail, voire nous faire perdre la vie dans leurs usines, pour le fric, mais quand il's'agit de faire un geste pour sauver une vie, c'est trop cher.

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Fonderies du Poitou

Deux romans sur la boxe

Fat City de Leonard Gardner

L'auteur, Leonard Gardner, fut quelque temps un boxeur de province aux Etats-Unis. Il gagna quelques combats puis déclina assez vite et trouva une voie de sortie... en publiant ce roman.

Il nous dépeint la vie de ces boxeurs de province pour qui la boxe est une échappatoire à une condition ouvrière difficile, ici la seule issue pour échapper à la terrible exploitation des cueilleurs de fruits. Mais on y échappe d'autant plus facilement qu'on est jeune et vigoureux car, dès que l'on vieillit, certains jours, la vie de manœuvre redevient presque enviable...

L'auteur s'intéresse particulièrement à deux boxeurs, un débutant et un chevronné sur le déclin. A travers eux, on entrevoit tout le parcours du boxeur, des espoirs et des illusions de la jeunesse à la déchéance qui menace assez vite ces hommes qui sont là pour faire le spectacle et qu'on rejette quand ils n'ont plus guère la force de se tenir sur le ring.

Sans constituer forcément une violente dénonciation d'un art qui se prétend noble, mais qui ne l'est guère, ce roman en montre assez pour suggérer que la boxe ne permet pas d'échapper à l'exploitation, mais qu'elle en est simplement une forme particulièrement aiguë avec ses managers combinards et ses combats "arrangés".



Fat City de Leonard Gardner Collection Domaine étranger, éditions 10/18, 236 p., 40 F.

de Jack London

Un steak a été publié, il y a quelques années, dans le recueil Les temps maudits. Il est repris ici dans une collection à bon marché, complété par une courte biographie de son auteur Jack London.

Tom King est un vieux boxeur. Il doit rencontrer Sandel, un jeune dans le métier. Tom King est au bout du rouleau. Il lui faudrait l'emporter pour continuer dans le métier sinon il ne lui restera qu'à essayer de trouver une place de manœuvre car, à part boxer, il ne sait rien faire.

Tom King est trop pauvre pour manger le steak qui lui permettrait, peut-être, d'avoir le dessus. Et avoir le dessus lui permettrait de s'offrir un steak... Un cercle vicieux dans lequel le sort de ce vieux boxeur est enfermé. Et puis vient le moment du combat, et ce jeune boxeur qui lui fait face lui rappelle le jeune qu'il fut des années auparavant, dont la carrière avait été lancée par la défaite d'un vieux boxeur..

Un récit, facile à lire, qui fait toucher du doigt toute la misère de la condition du boxeur, même s'il est un peu gâté par la philosophie fataliste de Jack London, sur le combat, éternel bien entendu, mené, selon lui, par la jeunesse à la vieillesse.

J.F. Un steak de Jack London Ed. Mille et une nuits, 59 p., 10 F.

et trois polars

La grande magouille de 1944 d'Andrew Bergman

Andrew Bergman aime mettre en scène son détective Jack LeVine dans des situations proches de la réalité. Ce roman a pour cadre la rivalité qui oppose les deux camps de politiciens américains, Démocrates et Républicains. Entre les deux clans, tous les coups paraissent permis. Et Jack LeVine doit démêler une sordide affaire de chantage destiné à compromettre un de ces politiciens.

Au terme d'un abracadabrant récit où ni le FBI, ni la police, ni les politiciens ne sortent grandis, il mettra un semblant d'ordre dans une situation passablement embrouillée. Mais ce qui donne sa force principale à ce roman c'est le ton pince-sans-rire des dialogues.

> La grande magouille d'Andrew Bergman Collection Série Noire, éditions Gallimard, 251 p., 45 F.

Le pendu d'Andrew Bergman d'Hollywood

Le pendu d'Hollywood paraît être une victime de la "chasse aux sorcières" communistes qui, en cette année 1946, vient de commencer dans les milieux du cinéma. Mais l'auteur a le sens de l'humour et le lecteur est entraîné dans une situation plutôt burlesque.

Jack LeVine mène l'enquête. Pour représenter le camp des "chasseurs de sorcières", il y a Richard Nixon, qui, au début de sa carrière politique, prêta la main au sénateur anticommuniste, le véreux McCarthy. Richard Nixon n'était pas encore surnommé "Dick le tricheur" mais c'était déjà un sacré numéro. Pour en venir à bout, Jack LeVine va avoir besoin de renfort. Il en trouvera du côté de l'acteur, Humphrey Bogart, connu pour ne pas avoir porté dans son cœur ceux qui voulaient épurer les milieux du cinéma des sympathisants com-

Un récit plaisant qui donne cependant une petite idée de l'atmosphère empoisonnée que le maccarthysme a pu faire régner dans ce milieu, obligeant les uns à faire allégeance aux autorités ou forçant les autres à changer de métier.

> Le pendu d'Hollywood d'Andrew Bergman Collection Série Noire, éditions Gallimard, 40 F.

cinquième La de Maria Fagyas Quatre cadavres devant

femme une boulangerie. Quoi de plus normal puisque la ville est en insurrection. Mais qu'un cinquième cadavre, celui d'une femme, vienne s'y ajouter, voilà de quoi intriguer l'ins-

pecteur Nemetz, qui va mener l'enquête dans Budapest, la capitale hongroise qui, en cette année 1956, est en révolution. La population ouvrière insurgée affronte les troupes russes lancées contre elle.

Mais cette situation exceptionnelle, qui fait une part de l'intérêt de ce roman, même s'il est loin de raconter l'affaire dans le détail, n'empêche pas le consciencieux inspecteur Nemetz de faire son travail, une façon pour lui de ne pas devoir choisir son camp. L'auteur, aujourd'hui installé aux Etats-Unis, raconte certainement une partie de ses souvenirs, et évoque ceux qui virent dans cette situation une opportunité pour fuir le pays. Car si l'insurrection de 1956 a pu marquer profondément certains, avec crainte ou avec espoir, pour d'autres, elle n'a guère changé les préoccupations.

Malgré ses nostalgies pour la Hongrie d'"avant", Nemetz est un personnage très humain, plutôt sympathique et assez courageux, ne craignant pas d'indisposer les autorités soviétiques pour arriver à ses fins...

> La cinquième femme de Maria Fagyas Collection Série Noire, éditions Gallimard, 220 p., 40 F.

Un steak

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'està-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1" janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 14 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1) Autres pays, voie ordinaire – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada	420 F	210 F	100 F
(soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
 Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale ét du Sud, Japon, 			
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada			
(soit zone 2) - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon,	480 F	250 F	140 F
Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
	660 F	340 F	210 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

PRENOM: ADRESSE: CODE POSTAL et VILLE:

COMPLEMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE -LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

......

(rayer la mention inutile). Ci-joint la somme de :

Règlement:

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Dans le monde

États-Unis

PROFITS RECORDS POUR CHRYSLER, FORD ET GENERAL MOTORS

MAIS LES BELLES AMÉRICAINES SE MOQUENT DE L'EMPLOI

Les trois plus grandes entreprises automobiles américaines, Chrysler, Ford et General Motors ont annoncé des profits records pour le premier semestre 1994. Ceux-ci auraient été multipliés par 1,5 pour Chrysler et auraient presque doublé pour Ford et General Motors par rapport au premier semestre 1993. Et comme le deuxième semestre 1994 est en progression par rapport au premier, le vent est à l'optimisme chez ces géants de l'industrie automobile américaine. Il n'y a pas si longtemps, ces sociétés affichaient des déficits qui leur ont servi à justifier des plans de suppression d'emplois et de fermetures d'usines, ainsi qu'une politique salariale qui expliquent sans doute très largement les profits records.

En effet, le spectaculaire redressement des trois supergrands de Detroit n'est pas seulement dû à la reprise actuelle des affaires sur le marché automobile. En tout cas on peut remarquer que leurs profits augmentent infiniment plus vite que leurs chiffres d'affaires qui auraient progressé de 10 % pour General Motors et de 20 % pour Chrysler. Sans doute s'agit-il là d'augmentations importantes, surtout quand on sait par exemple que la somme des chiffres d'affaires de ces trois firmes pour le premier semestre 1994 a atteint les mille milliards de francs (l'équivalent des 2/3 du budget annuel de l'Etat français). On mesure en effet l'importance des moyens dont disposent ces trusts géants - véritables empires industriels et financiers à l'échelle de la planète - non seulement pour investir s'ils le veulent, ou pour spéculer sur les monnaies, mais aussi pour jouer sur la concurrence entre les travailleurs des différents pays du globe.

Car la source principale de

cet accroissement des profits, c'est d'abord et avant tout l'exploitation accrue d'une maind'œuvre répartie dans tous les pays du monde. Si l'on en croit les chiffres officiels, les effectifs globaux de ces firmes sont passés de 720 000 à 590 000 entre 1988 et aujourd'hui. Toutes ont procédé à des délocalisations de sites de production visant à privilégier leurs implantations dans des pays où la main-d'œuvre est moins chère. Toutes ont développé des formes d'emploi précaire, partiel ou sous-payé. Et il est significatif de voir comment Ford, Chrysler ou General Motors envisagent de faire face à une nouvelle augmentation de la demande sur le marché automobile. Les deux premiers envisageraient tout au plus d'embaucher quelques milliers de personnes ; quant à General Motors, la direction n'envisage pas d'embauche. Le surcroît de production s'effectuera donc en aggravant les conditions de travail par l'augmentation des cadences, par l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires et du nombre des équipes.

Et si cela ne suffisait pas à satisfaire la demande? A cette question un responsable de Chrysler répond dans le New York Times du 24 avril : "Il y a plein de constructeurs automobiles dans le monde qui le feront à notre place... Nous voulons éviter d'avoir à faire face à l'avenir à des licenciements coûteux si la demande se ralentit".

Gageons que Chrysler n'est certainement pas prêt de céder à d'autres ses parts de marché. Mais c'est là aussi une façon de dire que, reprise des profits – et même la reprise des affaires – ne riment pas forcément avec reprise de l'emploi.

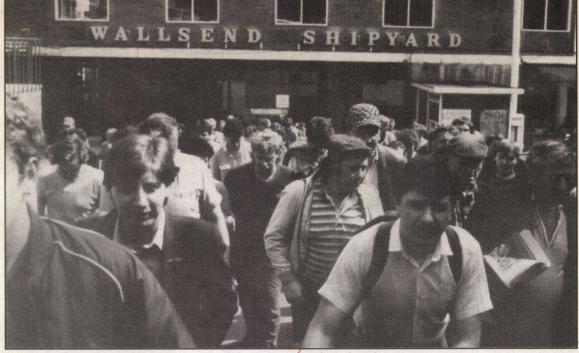
Daniel BAYEUX

Grande-Bretagne

LES PROFITS AUGMENTENT, LA MISÈRE AUSSI

Deux rapports sur l'économie britannique viennent d'être publiés. L'un émane de l'OCDE. Il signale une accélération de la croissance du produit intérieur brut (PIB), une baisse de l'inflation, ainsi qu'une "compétitivité internationale plus grande". Ces indices positifs aux dires des experts devraient encore s'améliorer. La croissance du PIB passerait de 2,8 % en 1994 à 3,2 % en 1995. Quant à l'inflation, elle devrait reculer de 3,2 % en 1994 à 2,5 % en 1995, toujours d'après les mêmes experts. Le Chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, a déclaré triomphalement: "Aucun gouvernement depuis la guerre n'a produit un pareil climat économique, alliant croissance robuste, productivité en hausse et inflation en baisse". Tout va donc très bien... pour le patronat et les rentiers.

Mais les conditions de travail de la classe ouvrière se dégradent parallèlement. Le marché du travail britannique, déjà "l'un des moins réglementés de la zone OCDE", comme le rapport le souligne, est de plus en plus "flexible" ce qui signifie tout simplement une multiplication des petits boulots et du travail à temps partiel dont le journal patronal The Economist vante les mérites en ces termes : "Mieux vaut encourager le travail à temps partiel, prenez exemple sur la Grande-Bretagne. Les salariés à temps partiel ont des congés maladie, des retraites et des congés payés restreints, ils



Les travailleurs produisent toutes les richesses, sans rien obtenir en retour.

sont en général plus faciles à licencier". 25 % de la population active travaille aujourd'hui à temps partiel.

C'est dire que la légère baisse du chômage des statistiques officielles qui comptabilisent 10 % de chômeurs en mai 1994 contre 10,4 % un an plus tôt cache en fait une baisse sévère du niveau de vie de la classe ouvrière, les emplois précaires et partiels ayant remplacé des emplois à plein temps. Et puis il faut ajouter aux trois millions de chômeurs officiellement recensés un million de chômeurs qui ne figu-

rent plus dans les statistiques.

D'ailleurs le rapport qui fait pendant au rapport optimiste de l'OCDE est une enquête officielle britannique qui souligne l'augmentation de la pauvreté. Près de 14 millions de personnes (soit le quart de la population et le tiers des enfants) vivraient en-dessous du seuil de pauvreté fixé à 940 F par semaine et par ménage. On estime aujourd'hui que 40 % des écoliers travaillent au noir pour aider leurs parents à joindre les deux bouts. Les trois-quarts d'entre eux ont moins de treize ans et n'ont normalement pas le

droit d'exercer une activité rémunérée.

Les revenus des riches augmentent pendant que le niveau de vie de la population laborieuse baisse.

La bourgeoisie britannique, tout comme ses consoeurs, fait les poches de la population ouvrière et se targue ensuite d'avoir des coûts de production de plus en plus faibles. Outre-Manche comme ici, les profits des uns se nourrissent de l'exploitation et de la misère des autres.

Michel BONDELET